

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: 16 (2001)
Heft: 2

Artikel: Le Consortium des bibliothèques universitaires suisses a conclu les premières licences nationales pour des produits d'information électronique = Das Konsortium der Schweizer Hochschulbibliotheken konnte die ersten nationalen Lizenzen für elektronische I...

Autor: Piguet, Arlette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-769145>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

relativ enge Kooperationen ermöglichen und entsprechende Synergien freisetzen.

FOLGEPROJEKT «BALANCED SCORE- CARD»

An der ULB Münster läuft derzeit ein DFG-Folgeprojekt «*Bibliotheks-Controlling mit der Balanced Scorecard*» (Referat Klaus Ceynowa)⁶. Es beruht auf dem in der Betriebswirtschaft z.Z. stark diskutierten Ansatz der «Balanced Scorecard»⁷ (dt.: ausgewogene Anzeigekarte) und zielt auf die Entwicklung eines strategierorientierten Kennzahlensystems, das die gesamte Bibliotheksleistung umfasst und erlaubt, die verschiedenen Ansätze wie Leistungsmessung, Kostenrechnung, Marketingstrategien zu einem umfassenden Controllingsystem und Berichtswesen zusammenzufassen. Es setzt zunächst monetäre und nichtmonetäre Kennzahlen aus den Bereichen «Benut-

zende», «Finanzen», «Prozesse» (organisatorische Abläufe) und «Potenziale» (Kennzahlen zur Zukunftsfähigkeit) im Sinne eines integrierten Kennzahlensystems in wechselseitige Beziehung zueinander. Sodann erlaubt das Modell eine Überprüfung und Umsetzung strategischer Ziele in operative Massnahmen. Die Ergebnisse dieses Projekts, das im Sommer 2001 abgeschlossen werden soll, werden ebenfalls einschliesslich der entsprechenden Software (*Library Audit*) publiziert.

contact:
Wilfried Lochbühler
vgl. S. 8

¹ Die zitierten Referate der Tagung vom Sept. 2000 sind online publiziert unter: <http://aberfix.uni-muenster.de/ULB/managementseminar/index.html> (Stand: 9.1.2001).

² Vgl. auch die Einführung zum Beitrag «Leistungsmessung an allgemein-wissenschaftlichen Bibliotheken» in diesem Heft.

³ Vgl. K. Ceynowa/A. Coners, Kostenmanagement für Hochschulbibliotheken, Frankfurt a.M. 1999 (ZfBB Sonderheft 76); kürzer: K. Ceynowa, Geschäftsprozessmanagement für wissenschaftliche Bibliotheken, in: ZfBB 44 (1997), 241–263; eine allg. Einführung bietet: Wege zu einer bibliotheksgerechten Kosten- und Leistungsberechnung, hg.v. DBI, Berlin 1998 (dbi-Materialien Nr. 167).

⁴ Vgl. G. Cokins, Activity-Based Cost Management, Chicago 1996.

⁵ K. Ceynowa hat in einem Fachbeitrag die bemerkenswerte Position vertreten, Dienstleistungsprodukte könnten (im Unterschied zu Industrieprodukten) nicht ausreichend vom Dienstleistungsprozess abgegrenzt werden; daher sei die verbreitete Rede von «Bibliotheksprodukten» unabhängig von der Vielzahl der in Bibliotheken ausgeführten Tätigkeiten sinnlos (vgl. K. Ceynowa, Geschäftsprozessmanagement [Anm. 3], 243ff). In der Luzerner Variante des New Public Management (WOV = wirkungsorientierte Verwaltung) spricht man deshalb von «Dienstleistungen», nicht von «Produkten».

⁶ Vgl. hierzu auch: K. Ceynowa, Informationsversorgung managen – die Balanced Scorecard in wissenschaftlichen Bibliotheken, in: Wissenschaftsmanagement 6 (2000), H. 5.

⁷ Grundlegend: R.S. Kaplan/D.P. Norton, Balanced Scorecard. Strategien erfolgreich umsetzen, Stuttgart 1997.

LE CONSORTIUM DES BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES SUISSES A CONCLU LES PREMIÈRES LICENCES NATIONALES POUR DES PRODUITS D'INFORMATION ÉLECTRONIQUE

Le début de l'an 2001 a marqué le point de départ du développement de l'offre en matière d'informations électroniques dans les bibliothèques universitaires. Les premiers contrats de licence à l'échelle nationale ont été conclus dans le cadre du projet de coopération Consortium des bibliothèques universitaires suisses, subventionné par des moyens fédéraux spécifiques. L'expérience acquise à cette occasion sera précieuse pour le développement futur de l'offre en information électronique sur l'intégralité du territoire suisse.

Breve rétrospective de la phase de planification

Dans le fascicule 4/2000 d'ARBIDO, nous avons déjà rendu compte de manière détaillée du projet national de coopération entre les bibliothèques universitaires suisses, dont l'un des buts est la conclusion de licences d'accès communes à des banques de données et à des revues électroniques. Dans le fascicule 9/2000 d'ARBIDO, nous avons par ailleurs

publié la décision positive prise par le Département fédéral de l'intérieur (DFI), laquelle entérine le soutien du projet selon la loi sur l'aide aux universités, pour les années 2000–2003, par une aide de l'ordre de 7 millions de francs. Après une phase de planification qui dura plus de deux ans, le bureau central, installé à la ETH-Bibliothek, a pu définitivement entamer ses activités dès le 1^{er} septembre de l'année dernière. L'automne dernier vit également la sélection, par le Conseil de la Conférence Universitaire Suisse (CUS), des membres du comité de pilotage du projet de coopération. Le bien-fondé de la mise en place d'un Consortium des bibliothèques universitaires suisses et de la subvention financière accordée fut confirmée par une expertise commanditée par l'Office fédéral de l'éducation et de la science¹.

Les premiers objectifs et leur réalisation
Compte tenu du peu de temps restant en l'an 2000, l'objectif de la première phase du projet fut de développer, dès le début

de l'an 2001, l'offre en matière de banques de données bibliographiques dans les bibliothèques universitaires suisses et de renouveler le contrat de 1999 avec la maison d'édition Springer, portant sur l'accès au texte intégral de ses revues. La sélection des produits s'effectua en recourant au portefeuille du rapport détaillé²; dix banques de données furent retenues, en prenant en considération tous les domaines de manière adéquate. Afin de ne pas négliger totalement le domaine des revues, il fut décidé d'examiner l'offre de la maison d'édition Academic Press pour une licence nationale. Avant de devoir prendre une décision quant à la participation à une licence, les différentes bibliothèques ont pu tester les produits proposés pendant quatre semaines sur tout leur campus. Les interfaces de recherche disponibles étaient celles de SilverPlatter et d'OID ainsi que les accès directs offerts par les maisons d'édition.

Extrêmement longues et parfois difficiles, les négociations relatives aux licences

furent menées par le bureau central, en partie directement avec les maisons d'édition, en partie par l'intermédiaire d'une agence suisse spécialisée en produits d'informations électroniques. Les frais de licence finalement fixés furent répartis entre les institutions concernées en fonction d'une clé de répartition, déterminée de manière spécifique pour chaque produit, les universités cantonales ayant pu financer 50% des frais par des subventions liées à des projets. La clé de répartition utilisée pour les coûts tient compte du nombre d'utilisatrices et d'utilisateurs potentiels dans les écoles respectives, donc aussi bien des étudiant(e)s que des collaborateurs scientifiques. Afin d'éviter des valeurs extrêmes en matière de coûts, une redevance minimale et maximale a été fixée pour chaque produit. Des contrats d'un an ont été conclus pour toutes les banques de données et les revues électroniques sous licence.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les universités cantonales, les institutions du domaine des EPF ainsi que la Bibliothèque Nationale peuvent désormais, dans le cadre du consortium suisse, avoir accès à dix banques de données bibliographiques ainsi qu'aux éditions électroniques des revues des maisons d'édition Springer et Academic Press (voir tableau et offre

Produits d'information électronique disponibles depuis le 1^{er} janvier 2001 dans le Consortium suisse. (Fournisseurs entre parenthèses)

Banques de données:

- ABI/Inform (Bell & Howell)
- Biosis Previews (SilverPlatter, OVID)
- Business Source Premier / Elite (EBSCO)
- Dissertation Abstracts (Bell & Howell)
- Historical Abstracts (ABC-CLIO)
- Inspec (SilverPlatter, OVID)
- MLA International Bibliography (SilverPlatter, OVID)
- Philosopher's Index (SilverPlatter)
- StatWeb (Bundesamt für Statistik)
- Zentralblatt für Mathematik (EMIS)

Reuves électroniques:

- Springer LINK (Springer)
- IDEAL (Academic Press)

WWW du Consortium³). Etant donné que les nouvelles structures d'organisation des hautes écoles spécialisées ne sont pas encore suffisamment développées, l'offre ne sera mise à la disposition de ce domaine qu'avec un certain retard.

Premières expériences du bureau central

En règle générale, l'importance des frais de licence qu'un consortium doit dépenser pour avoir accès à un produit pendant une période déterminée est, en grande partie, une affaire à débattre. Au cours de négociations de longue haleine, il fut tenté, avec plus ou moins de succès, de présenter aux maisons d'édition, de manière aussi plausible que possible, les facteurs, spécifiques à notre pays, intervenant dans la conclusion de licences dans le cadre de consortiums. Dans le cas de la Suisse, les fournisseurs ignorent p. ex. souvent que, contrairement aux conditions rencontrées dans les autres pays européens, le nombre des étudiants et des collaborateurs scientifiques est relativement peu élevé et que les bibliothèques respectives ne sont pas en mesure de payer le plein tarif prévu pour une licence portant sur un site. Etant donné qu'en règle générale toutes les bibliothèques universitaires ne participent pas à la licence commune du consortium, le nombre des preneurs de licence par produit reste, de plus, relativement peu élevé en Suisse, ce qui rend souvent l'octroi de remises plus importantes encore plus complexe, voire complètement impossible. Les informations relatives à la politique des prix des maisons d'édition dans les autres pays et consortiums sont précieuses, car elles peuvent servir de base pour les négociations des licences dans son propre pays. A cet égard, l'échange d'informations entre les consortiums, à l'échelle mondiale, est facilité par des listes de mailing, la participation à des congrès et des symposiums et surtout par les contacts personnels.

En ce qui concerne la banque de données *Web of Science*, très utilisée par les scientifiques, une licence nationale fut également prévue à partir de l'an 2001. En raison des exigences financières inacceptables du fournisseur et de son refus de toute négociation, le comité de pilotage a cependant décidé de ne pas conclure de contrat à l'heure actuelle et de renoncer temporairement à ce produit. Cette situation est certainement décevante du point de vue de l'utilisateur, mais elle se

justifie pleinement sur le plan financier et pour des raisons de principe. En effet, il s'agit non seulement de dépenser les contributions liées à des projets de manière économe, mais il faut également penser à la période postérieure à l'expiration de la phase de subvention. A long terme, toutes les bibliothèques devraient être en mesure de financer les frais de licence pour les produits nécessaires à 100% sur fonds propres. Une nouvelle série de négociations aura pour objectif de tenter d'obtenir, pour *Web of Science*, des conditions financières plus acceptables pour le consortium suisse.

Perspectives

Le Consortium des bibliothèques universitaires suisses a pu obtenir les premières licences nationales pour des produits d'information électronique pour l'an 2001. Ceci a permis aux bibliothèques universitaires suisses – et également aux plus petites d'entre elles – de développer, en une première étape, essentiellement l'offre en matière de banques de données. Le projet de coopération n'atteindra cependant son véritable objectif qu'à partir du moment où les produits offerts seront effectivement utilisés. A l'avenir, une mission particulièrement importante des bibliothèques universitaires consistera dès lors à faire connaître, à un large public, ces sources d'informations abonnées dans le cadre de licences, et à informer et à former utilisatrices et utilisateurs en ce qui concerne les possibilités de recherche. Il s'agit là d'une condition particulièrement importante en vue du développement ultérieur tant quantitatif que qualitatif de l'offre en matière d'informations électroniques pour l'ensemble de la communauté scientifique en Suisse.

Arlette Piguet
Bureau central du Consortium des
bibliothèques universitaires suisses
ETH-Bibliothek Zurich

¹ Reinhardt, Werner: Expertise relative à la vérification de la compatibilité du projet de coopération au nom de la Confédération Helvétique représentée par l'Office Fédéral de l'Education et de la Recherche. Bibliothèque Universitaire de Siegen, 2000. Compte rendu interne.

² Keller, Alice; Werfeli, Maja: Consortium des bibliothèques universitaires suisses. Rapport à l'attention de la Commission des bibliothèques universitaires. Zurich: ETH-Bibliothek, 1999. lib.consortium.ch/k_detail.pdf

³ Consortium des bibliothèques de l'enseignement supérieur suisse: lib.consortium.ch

DAS KONSORTIUM DER SCHWEIZER HOCHSCHULBIBLIOTHEKEN KONNTE DIE ERSTEN NATIONALEN LIZENZEN FÜR ELEKTRONISCHE INFORMATIONSPRODUKTE ERWERBEN

An den Schweizer Universitätsbibliotheken konnte auf Anfang 2001 das elektronische Informationsangebot ausgebaut werden. Das mit projektgebundenen Mitteln des Bundes geförderte Kooperationsprojekt Konsortium der Schweizer Hochschulbibliotheken hat die ersten nationalen Lizenzverträge abgeschlossen und dabei wertvolle Erfahrungen für den künftigen, weiteren Ausbau eines gesamtschweizerischen Produkteangebotes gesammelt.

Ein kurzer Rückblick auf die Planungsphase

Im Heft 4/2000 von ARBIDO wurde bereits ausführlich über das nationale Kooperationsprojekt zwischen den Schweizer Hochschulbibliotheken berichtet, das die gemeinsame Lizenzierung von Datenbanken und elektronischen Zeitschriften zum Ziel hat. In ARBIDO 9/2000 wurde darüber hinaus der positive Entscheid des *Eidgenössischen Departements des Innern (EDI)* veröffentlicht, der die Unterstützung des Projektes nach dem *Universitätsförderungsgesetz* für die Jahre 2000–2003 mit 7 Mio. Franken referierte. Nach einer mehr als zweijährigen Planungsphase konnte somit die bei der *ETH-Bibliothek Zürich* angesiedelte Geschäftsstelle am 1. September letzten Jahres definitiv ihren Betrieb aufnehmen. Ebenfalls im Herbst 2000 hat der Rat der *Schweizerischen Universitätskonferenz (SUK)* die Mitglieder des Lenkungsausschusses für das Kooperationsprojekt gewählt. Das Faktum, dass die Einrichtung und finanzielle Förderung eines Konsortiums der Schweizer Hochschulbibliotheken folgerichtig und zukunftsweisend ist, wurde von einem vom *Bundesamt für Bildung und Wissenschaft* in Auftrag gegebenen Gutachten bestätigt¹.

Die ersten Ziele und deren Realisierung

Angesichts der für das Jahr 2000 schon weit fortgeschrittenen Zeit war das Ziel für die erste Projektphase, auf Anfang 2001 an den Schweizer Hochschulbibli-

otheken das Angebot an bibliographischen Datenbanken auszubauen und im Zeitschriftenbereich den seit dem Jahr 1999 bestehenden Konsortialvertrag mit dem Verlag *Springer* fortzuführen. Für die Produktauswahl wurde auf das Portfolio des Detailkonzeptes² zurückgegriffen, und daraus wurden unter adäquater Berücksichtigung aller Fachgebiete zehn Datenbanken ausgewählt. Um den Zeitschriftenbereich nicht völlig ausser Acht zu lassen, wurde das Angebot des Verlages *Academic Press* für eine gesamtschweizerische Lizenz ins Auge gefasst. Bevor sich die einzelnen Bibliotheken für die Teilnahme an einer Lizenz entscheiden mussten, erhielten sie die Möglichkeit, die zur Auswahl stehenden Produkte während vier Wochen campusweit zu testen. Als Abfrageoberflächen standen jene von *SilverPlatter* und *OVID* bzw. die direkten Verlagsangebote zur Verfügung.

Die äusserst zeitintensiven, manchmal schwierigen Lizenzverhandlungen wurden von der Geschäftsstelle teilweise direkt mit den Verlagen, teilweise via

Im Schweizer Konsortium seit dem 1.1.2001 angebotene elektronische Informationsprodukte (Anbieter in Klammern)

Datenbanken:

- ABI/Inform (Bell & Howell)
- Biosis Previews (SilverPlatter, OVID)
- Business Source Premier / Elite (EBSCO)
- Dissertation Abstracts (Bell & Howell)
- Historical Abstracts (ABC-CLIO)
- Inspec (SilverPlatter, OVID)
- MLA International Bibliography (SilverPlatter, OVID)
- Philosopher's Index (SilverPlatter)
- StatWeb (Bundesamt für Statistik)
- Zentralblatt für Mathematik (EMIS)

Elektronische Zeitschriften:

- Springer LINK (Springer)
- IDEAL (Academic Press)

eine auf elektronische Informationsprodukte spezialisierte Schweizer Agentur geführt. Die schliesslich ausgehandelten Lizenzgebühren wurden gemäss einem festgelegten Kostenschlüssel produktspezifisch unter den einzelnen LizenznehmerInnen aufgeteilt, wobei für die kantonalen Universitäten 50% der Kosten aus projektgebundenen Mitteln finanziert werden konnten. Der verwendete Verteilungsschlüssel für die Kosten berücksichtigt die Anzahl potentieller Nutzerinnen und Nutzer an den einzelnen Hochschulen, also sowohl Studentinnen und Studenten als auch wissenschaftliche Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter. Um Kostenextreme zu vermeiden, ist für jedes Produkt eine Minimal- und Maximalgebühr festgelegt worden. Für alle lizenzierten Datenbanken und elektronischen Zeitschriften wurden Einjahresverträge abgeschlossen.

Seit dem 1. Januar 2001 können nun die kantonalen Universitäten, die Institutionen des ETH-Bereiches sowie die Landesbibliothek im Rahmen des Schweizer Konsortiums auf zehn bibliographische Datenbanken sowie auf die elektronischen Ausgaben der Zeitschriften der Verlage Springer und Academic Press zugreifen (siehe Kasten und WWW-Angebot des Konsortiums³). Da die neuen Organisationsstrukturen an den Fachhochschulen noch nicht genügend aufgebaut sind, wird für diesen Bereich das Angebot erst mit einer gewissen Verzögerung zur Verfügung gestellt.

Erste Erfahrungen der Geschäftsstelle

Grundsätzlich ist die Höhe der Lizenzgebühren, die ein Konsortium für die Nutzung eines Produktes für eine definierte Zeitperiode aufwenden muss, zu einem grossen Teil Verhandlungssache. Bei diesen oft sehr langwierigen Lizenzverhandlungen wird mit unterschiedlichem Erfolg versucht, den Verlagen die in unserem Land spezifischen Rahmenbedingungen für Konsortiallizenzen möglichst plausibel darzulegen. Im Falle der Schweiz ignorieren die Anbieter allerdings häufig, dass im Gegensatz zu

den Verhältnissen in anderen europäischen Ländern an vielen Universitäten die Zahl der StudentInnen und wissenschaftlichen MitarbeiterInnen relativ klein ist und die entsprechenden Bibliotheken nicht in der Lage sind, für eine Lizenz den vollen Preis für eine Site zu bezahlen. Da sich in der Regel nicht alle Hochschulbibliotheken an einer Konsortiallizenz beteiligen, bleibt in der Schweiz darüber hinaus die Zahl der LizenznehmerInnen pro Produkt meist relativ klein, was die Gewährung grösserer Rabatte häufig zusätzlich erschwert oder überhaupt unmöglich macht. Als Grundlage für die Lizenzverhandlungen im eigenen Land sind Informationen hinsichtlich der Preispolitik der Verlage in anderen Ländern und bei andern Konsortien sehr wertvoll. Der weltweite Informationsaustausch findet zwischen Konsortien via Mailinglisten, an Kongressen und Symposien sowie vor allem auch via persönliche Kontakte statt.

Für die von WissenschaftlerInnen sehr gefragte Datenbank *Web of Science* war eine gesamtschweizerische Lizenz ab dem Jahr 2001 ebenfalls vorgesehen. Infolge der inakzeptablen Preisforderungen und mangelnden Verhandlungsbereitschaft des Anbieters hat der Lenkungsausschuss jedoch entschieden, im gegenwärtigen

Zeitpunkt keinen Vertrag abzuschliessen und vorläufig auf das Produkt zu verzichten. Diese Situation ist aus BenutzerInnensicht sicherlich unerfreulich, aus finanziellen und auch grundsätzlichen Überlegungen jedoch in jedem Falle richtig. Schliesslich müssen die zur Verfügung stehenden, projektgebundenen Mittel nicht nur haushälterisch eingesetzt werden, sondern es muss auch die Zeit nach Ablauf der Subventionierungsphase im Auge behalten werden. Alle Bibliotheken sollten langfristig in der Lage sein, die Lizenzgebühren für notwendige Produkte zu 100% aus Eigenmitteln finanzieren zu können. In einer neuen Verhandlungsrunde wird nun versucht, für das Schweizer Konsortium akzeptablere Preisbedingungen für *Web of Science* zu erzielen.

Ausblick

Das Konsortium der Schweizer Hochschulbibliotheken konnte für das Jahr 2001 die ersten gesamtschweizerischen Lizenzverträge für elektronische Informationsprodukte abschliessen. Somit konnten auch die kleineren Hochschulbibliotheken in der Schweiz in einem ersten Schritt vor allem das Angebot an Datenbanken ausbauen. Sein eigentliches Ziel hat das Kooperationsprojekt

jedoch erst erreicht, wenn das Angebot auch genutzt wird. Somit wird es in Zukunft für die Hochschulbibliotheken eine besonders wichtige Aufgabe sein, die gemeinsam lizenzierten Informationsquellen einem breiten Publikum bekannt zu machen und die BenutzerInnen hinsichtlich Abfragemöglichkeiten zu informieren und zu schulen. Dies ist eine besonders wichtige Voraussetzung für den weiteren quantitativen wie auch qualitativen Ausbau des elektronischen Informationsangebotes für die wissenschaftliche Gemeinschaft der Schweiz.

Arlette Piguet

Geschäftsstelle Konsortium der
Schweizer Hochschulbibliotheken
ETH-Bibliothek, Zürich

¹ Reinhardt, Werner: Gutachten zur Überprüfung der Kompatibilität des Kooperationsprojektes im Auftrag der Schweizerischen Eidgenossenschaft vertreten durch das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft. Universitätsbibliothek Siegen, 2000. Interner Bericht.

² Keller, Alice; Wurfeli, Maja: Konsortium der Schweizer Hochschulbibliotheken. Detailkonzept zuhanden der Kommission der Universitätsbibliotheken. Zürich: ETH-Bibliothek, 1999. lib.consortium.ch/k_detail.pdf

³ Konsortium der Schweizer Hochschulbibliotheken: lib.consortium.ch

AUSSTELLUNG IN DER STADT- UND UNIVERSITÄTSBIBLIOTHEK BERN (StUB): «200 JAHRE BERNISCHE DRUCK- UND BUCHGESCHICHTE»

Seit 1799, als Gottlieb Stämpfli eine Druckerei an der Postgasse 70 in Bern eröffnete, bilden die Druckerzeugnisse aus dem Hause Stämpfli einen gewichtigen Teil der historischen und aktuellen Buchbestände der Stadt- und Universitätsbibliothek (StUB). Sie dokumentieren

in einmaliger Weise mehr als 200 Jahre ungebrochener bernischer Druck-, Buch-, Verlags- und Wirtschaftsgeschichte: die Entwicklung von der kleinen obrigkeitlichen Druckerei im

18. Jahrhundert mit drei Handpressen zum modernen Unternehmen des 21. Jahrhunderts mit weitgehend digitaler Druck- und Medienverarbeitung. Über ihre technische Herstellung hinaus erlauben die bei Stämpfli gedruckten und verlegten Produkte einen unmittelbaren Einblick in das politische, wissenschaftliche und kulturelle Leben Berns und der Schweiz.

Die Ausstellung dauert vom 15. Februar bis 31. März 2001. *Öffnungszeiten:* Montag-Freitag: 8–20 Uhr, Samstag: 10–12 Uhr. *Kontakt:* Claudia Engler, Konservatorin historische Buchbestände der StUB, Tel.: 031 / 320 32 50.

wnw

Bild: Die erste Schnellpresse von Bern bei Stämpfli, 1845.

